

Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik

Suchabfrage	23.04.2024
Thema	Geld, Währung und Kredit
Schlagworte	Keine Einschränkung
Akteure	Kiener Nellen, Margret (sp/ps, BE) NR/CN
Prozesstypen	Keine Einschränkung
Datum	01.01.1965 - 01.01.2024

Impressum

Herausgeber

Année Politique Suisse
Institut für Politikwissenschaft
Universität Bern
Fabrikstrasse 8
CH-3012 Bern
www.anneepolitique.swiss

Beiträge von

Zumofen, Guillaume

Bevorzugte Zitierweise

Zumofen, Guillaume 2024. *Ausgewählte Beiträge zur Schweizer Politik: Geld, Währung und Kredit, 2017 – 2019*. Bern: Année Politique Suisse, Institut für Politikwissenschaft, Universität Bern. www.anneepolitique.swiss, abgerufen am 23.04.2024.

Inhaltsverzeichnis

Allgemeine Chronik	1
Wirtschaft	1
Geld, Währung und Kredit	1
Finanzmarkt	1
Kapitalmarkt	1

Abkürzungsverzeichnis

SNB	Schweizerische Nationalbank
GwG	Geldwäschereigesetz
GAFI (FATF)	Groupe d'action financière (Financial Action Task Force)

BNS	Banque nationale suisse
LBA	Loi sur le blanchiment d'argent
GAFI	Groupe d'action financière

Allgemeine Chronik

Wirtschaft

Geld, Währung und Kredit

Finanzmarkt

POSTULAT
DATUM: 14.12.2017
GUILLAUME ZUMOFEN

Face à la lecture des statistiques publies par la Banque nationale suisse (BNS), Margret Kiener Nellen (ps, BE) demande un **rapport sur l'ampleur et les motifs des investissements directs suisses dans des paradis fiscaux extraterritoriaux**. Ce rapport devrait ainsi permettre de fixer des objectifs en matière de lutte contre le blanchiment d'argent, de corruption, d'évasion fiscale ou encore de financement du terrorisme. En effet, les chiffres de la BNS indiquent que 177 milliards de francs se trouvaient, fin 2014, dans des centres financiers extraterritoriaux. Et surtout que ces investissements directs avaient paradoxalement crees moins de 5000 emplois. Le Conseil fédéral a propose de rejeter le postulat. Tout d'abord, il a precise que le lien entre les investissements directs et les emplois crees n'était pas forcément limpide car les societes de financement n'avaient logiquement besoin que de peu d'employes par rapport aux montants investis. Ensuite, il a noté que la Suisse appliquait les normes internationales dans la lutte contre le blanchiment d'argent et la fraude fiscale. Le postulat a été rejete par 127 voix contre 54. L'objet a été balaye par la majorité bourgeoise et les partis situes au centre de l'échiquier politique helvétique.¹

Kapitalmarkt

MOTION
DATUM: 20.12.2019
GUILLAUME ZUMOFEN

L'affaire des Panama et Paradise Papers a mis en exergue les stratégies d'évitement fiscal. Pour lutter contre, Margret Kiener Nellen (sp, BE) a soumis une motion qui propose l'**obligation de déclaration pour les conseils juridiques à une institution sise en dehors de la Suisse**. Le Conseil fédéral recommande le rejet de la motion. Il conseille d'attendre le 4eme rapport du GAFI et son implémentation dans la loi sur le blanchiment d'argent (LBA).

La motion a été classée car elle n'a pas été examinée dans le délai imparti.

¹ BO CN, 2017, pp.2167